

déchéance
N° 95/CA du Répertoire

ABC

N° 2008-84/CA3 du Greffe

Arrêt du 18 juillet 2012

Affaire : HOUNKPATIN C. Justin

C/

Mairie d'Abomey-Calavi

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête datée à Tchaourou du 2 avril 2008, enregistrée au greffe de la Cour le 17 juin 2008 sous le n°1852/GCS, par laquelle monsieur HOUNKPATIN C. Justin B.P.50 Tchaourou a saisi la Cour d'une plainte pour abus de pouvoir, Violation des décisions de justice et des droits de l'Homme contre le maire de la commune d'Abomey-Calavi ;

Vu les lettres n°0122/GCS et n°123/GCS du 4 février 2009 par lesquelles le requérant a été respectivement mis en demeure de payer la consignation légale prévue par l'article 6 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour Suprême, et à régulariser son recours par la formalité de timbrage de sa requête conformément à l'article 682 du code général des impôts ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition organisation fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président-rapporteur **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;



Où l'Avocat Général **Onésime G. MADODE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le requérant expose que l'une des parcelles appartenant à sa mère, en l'occurrence la parcelle C du lot 21, a été vendue par le maire d'Abomey-Calavi en complicité avec le chef d'arrondissement de Godomey ;

Que des permis d'habiter et des attestations de recasement ont été délivrés en dépit des ordonnances d'inaliénabilité n°31/2000/1CB du 18 août 2000 et n°175/02/1CCIV du 18 juillet 2000 qui interdisent toutes ventes, toutes constructions et tous travaux de recasement dans le domaine ;

Que l'acquéreur de sa mère qui occupe ladite parcelle, a vu son bâtiment démoli sans une décision d'expulsion, ni une sommation d'huissier ;

Qu'il a saisi le ministre de la défense de cette injustice que ce dernier a décidé de corriger, mais en vain ;

Que cette parcelle n'est ni une parcelle disponible, ni celle attribuée à des sinistrés fictifs ;

Que l'ancien sous-préfet d'Abomey-Calavi, dans les mêmes conditions a occupé les parcelles AE et AF du lot 22 appartenant à l'une de ses tantes dans le domaine.

Considérant que la requête de Monsieur HOUNKPATIN C. Justin est un recours pour excès de pouvoir contre l'autorité administrative d'Abomey-Calavi pour abus de pouvoir et violation de la loi ;

Considérant que l'article 6 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 dispose : « Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la Cour une somme



de quinze mille(15000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai ;

La consignation de somme est justifiée par la production d'un récépissé de versement. ... »

Considérant que le requérant, mise en demeure par lettre n°122/GCS du 4 février 2009 à s'acquitter de la consignation légale s'est abstenu de le faire ;

Que par conséquent, il y a lieu de le déclarer déchu de son recours.

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Le requérant est déchu de son action ;

Article 2 : Les dépens sont mis à sa charge ;

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de Messieurs :

Jérôme O. ASSOGBA, Conseiller à la chambre administrative,

PRESIDENT ;


Eliane R. G. PADONOU }

Et

Etienne FIFATIN

{ **CONSEILLERS.**

}




Et prononcé à l'audience publique du mercredi dix-huit juillet deux mille douze, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Onésime G. MADODE,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER.

Et ont signé,

Le Président-Rapporteur

Le Greffier,



Jérôme O. ASSOGBA



Hortense LOGOSSOU-MAHMA